

# Changement urbain sous tension. Service électrique et modernité dans le Grand Manille.

Morgan MOUTON

## Prix de thèse sur la ville 2018 Résumé du mémoire de thèse

Direction de thèse : Sylvy JAGLIN

Unité de recherche : Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (UMR 8134)

Date de la soutenance : 14 septembre 2017.

### Composition du jury :

- Yves BOQUET, Professeur à l'Université de Bourgogne (président)
- Kathryn FURLONG, Professeure à l'Université de Montréal (rapporteur)
- Sylvy JAGLIN, Professeure à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée (directrice)
- Loraine KENNEDY, Directrice de recherche au CNRS, UMR CEIAS (examinatrice)
- Dominique LORRAIN, Directeur de recherche émérite au CNRS, UMR LATTIS (examinateur)
- Hélène REIGNER, Professeure à l'Université d'Aix-Marseille (examinatrice)
- Éric VERDEIL, Professeur à l'IEP de Paris (rapporteur)

Mots-clefs : classes moyennes ; politiques énergétiques urbaines ; production urbaine ; Manille.

## Cadrage problématique de la thèse

Cette thèse prend pour objet le service électrique de la région-capitale philippine, le Grand Manille. Ce faisant, elle se situe au croisement de trois grands thèmes de la littérature scientifique : l'étude des dynamiques urbaines, l'émergence et les grands réseaux techniques. Placer la focale à cet endroit implique de formuler un ensemble d'hypothèses préliminaires, que l'on peut détailler comme suit :

1. La ville est ici considérée comme un *locus* de l'émergence, par contraste avec de nombreux travaux qui, dans le champ des études sur le développement, mettent l'accent sur les dynamiques déployées en milieu rural ;
2. Les processus d'émergence s'inscrivent dans la forme bâtie de la ville, et notamment dans ses infrastructures, qui en sont à la fois l'instrument et le reflet (on pense, par exemple, aux grands programmes d'infrastructures mis en place actuellement aux Philippines par le président Duterte) ;
3. Souvent moins étudié que l'accès à l'eau, le service électrique est néanmoins un objet tout aussi intéressant pour étudier les dynamiques d'émergence.

Ainsi, ce mémoire de thèse pose la question de l'ancrage de la région métropolitaine de Manille dans la mondialisation, ce qui constitue une forme d'originalité dans la mesure où une telle métropole régionale est volontiers qualifiée de « périphérique », et bien moins étudiée que d'autres villes d'Asie du Sud-Est qui ont su attirer davantage d'investissements directs à l'étranger au cours de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. La capitale philippine, pourtant considérée comme un important centre régional à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a en effet souffert d'une stagnation économique persistante jusque dans les années 1990.

Pourtant, quiconque se promène dans les rues du Grand Manille peut constater que des dynamiques d'émergence sont à l'œuvre dans cet espace. Cela passe par exemple par la verticalisation du bâti (voir figure 1), mais également par l'évolution des modes de vie d'une partie de la population, ou encore par une internationalisation de l'économie.

Le deuxième choix structurant de cette thèse a été de prendre comme analyseur des phénomènes d'émergence ce que je propose de qualifier de « changement urbain ». Par cette expression je désigne un ensemble de phénomènes liés entre eux, qui comprend la consolidation de classes moyennes, l'implantation d'entreprises de services et le développement d'une économie orientée vers la consommation – cette dernière étant illustrée de manière frappante par la multiplication des centres commerciaux, des objets urbains structurants dans la région-capitale philippine. Les trois composantes de ce changement urbain ont des effets convergents, qui traduisent un mode spécifique d'ancrage dans la mondialisation. La thèse se propose d'appréhender cette dynamique au regard du service électrique.



**FIGURE 1** – L'évolution de la silhouette urbaine le long de Katipunan Avenue, Quezon City. Au premier plan, le tissu urbain traditionnel contraste avec la verticalisation du bâti qu'entraîne la construction de *condominiums*. Photographie : Mouton (2015).

### Service électrique et modernité

En s'intéressant à ce qui est longtemps resté un « truc d'ingénieurs »<sup>1</sup>, la thèse s'inscrit dans une approche « sociotechnique » qui postule l'intérêt d'étudier les relations entre les grands réseaux techniques et les sociétés urbaines dans lesquelles ils s'inscrivent. Afin d'interroger ces relations, la thèse mobilise la notion de « modernité ». Cette expression était présente tout au long du travail d'enquête, dans la bouche des personnes interrogées — ménages, responsables publics ou professionnels du service électrique ou de la promotion

1. L'expression est traduite et empruntée à l'ouvrage suivant : Coutard, O. (1999). *The governance of large technical systems*. London ; New York : Routledge.

immobilière — et dans la communication officielle d’organisations diverses : il s’agit donc de « prendre au sérieux » l’utilisation qui en est faite par les acteurs de la notion de modernité. En d’autres termes, le but recherché n’est pas d’aller chercher dans les représentations occidentales une vision de la modernité qu’il s’agirait de confronter à la réalité philippine, mais plutôt de demander aux acteurs ce qui, pour eux, constitue une forme de modernité. Ma posture est ainsi interrogative plutôt qu’affirmative.

L’enjeu est, *in fine*, d’utiliser cette notion pour mieux comprendre les évolutions du service électrique. Je fais, dans la thèse, l’hypothèse que la « modernité électrique » est visible à trois niveaux :

- au niveau de l’espace urbain, où elle participe d’une transformation des paysages ;
- au niveau des foyers, dans lesquels elle s’invite et vient apporter une modification des modes de vie ;
- au niveau de la forme même du réseau, où l’on peut s’attendre à une évolution du modèle de fourniture du service sous la double contrainte des classes moyennes et des enjeux environnementaux.

## Méthodologie

Ce travail doctoral propose d’appréhender des phénomènes pluriels, et s’intéresse à des acteurs qui agissent à des échelles très différentes – de l’entreprise de promotion immobilière ou de l’opérateur électrique aux ménages des classes moyennes. La méthodologie adoptée reflète le caractère protéiforme de cette recherche.

Au cours de deux séjours de terrain de 4 et 5 mois chacun, j’ai réalisé près de 100 entretiens semi-directifs avec les catégories d’acteurs suivantes :

- Les acteurs impliqués dans le secteur électrique ;
- des usagers et représentants d’usagers ;
- des acteurs de la promotion immobilière ;
- des organisations de promotion de l’efficacité énergétique et des équipementiers actifs dans ce domaine ;
- des représentants de gouvernements locaux (et notamment de trois municipalités du Grand Manille : Quezon City, Pasig et Makati).

En outre, un enjeu était de saisir l’émergence ou la consolidation de « classes moyennes », dont la littérature postulait le caractère central dans les transformations urbaines à l’œuvre dans la capitale philippine. Pour cela, j’ai mis en place un double dispositif qui a permis de combiner une approche quantitative et qualitative. Pour approcher la structuration sociale dans le Grand Manille et délimiter la taille des « classes moyennes », j’ai analysé les données de l’enquête *Family Income and Expenditure Survey* (FIES) de 2012, obtenues auprès de

la *Philippine Statistical Authority*, l'organisme en charge de la statistique au niveau national. De cette enquête, les données relatives à la région-capitale ont été extraites (N = 4 323 sondé-e-s), et j'ai pu étudier la distribution des revenus, mais aussi la répartition des dépenses par ménage. À ce travail s'ajoute une enquête qualitative réalisée auprès d'une cinquantaine de ménages résidant au sein de quatre quartiers de la région-capitale, choisis afin de refléter la diversité des situations sociales comprises dans la notion de « classes moyennes ». Le choix de ces quartiers a été informé par l'analyse statistique, le but étant d'« incarner » les catégories sociales identifiées grâce à l'enquête FIES.

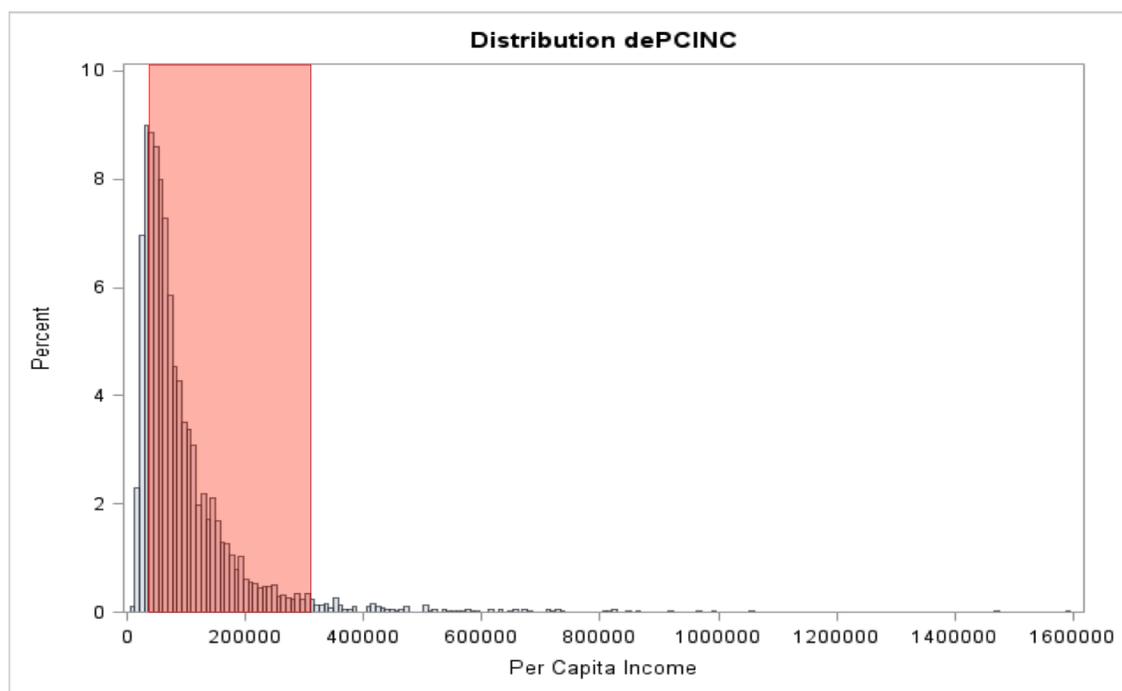
## Un *quiproquo* sur le poids des classes moyennes

Le thème des « classes moyennes » a récemment acquis une place importante dans la littérature – scientifique, mais aussi à destination des acteurs économiques. Une part importante de la population sortirait d'une situation de pauvreté dans les villes du Sud, et viendrait consolider une couche sociale moyenne, souvent pensée comme un catalyseur du changement économique, politique et culturel. Ces ménages seraient ainsi des consommateurs – ce qui entraînerait un cycle de croissance économique et constituerait ainsi un moteur pour le développement des pays du Sud –, mais également une force politique qui, mieux éduquée et moins préoccupée par sa survie matérielle immédiate, demanderait plus de transparence et de responsabilité au personnel politique, promouvant ainsi la « bonne gouvernance ».

À Manille, ces discours sont très présents, et visibles jusque dans l'espace urbain, sur les panneaux publicitaires qui mettent en scène, par exemple, de jeunes couples en situation d'ascension sociale qui deviennent propriétaire d'un appartement dans un *condominium* – un immeuble résidentiel qui abrite un certain nombre de services : sécurité, salle de sport, piscine, etc. – ou d'une maison individuelle dans un lotissement fermé (*gated community*). On admet communément que les classes moyennes philippines sont consolidées par deux phénomènes : l'expatriation massive des Philippins qui envoient depuis leur pays d'accueil des sommes d'argent à leur famille (*remittances*) et la montée en puissance d'une industrie de services (on parle de « BPO », pour *business process outsourcing*), qui est désormais un employeur de premier plan dans la région-capitale, et qui offre des conditions salariales bien plus avantageuses que ce qui est pratiqué dans les secteurs économiques traditionnels (et par opposition à un secteur informel important). Pourtant, la quantification et la qualification de cette nouvelle couche sociale mérite un examen attentif. Si les *condominiums* fleurissent dans la région-capitale philippine, quel est leur taux d'occupation ? Et si les centres commerciaux gigantesques que comporte la ville accueillent une foule compacte les week-ends, ces usagers sont-ils pour autant de grands consommateurs ?

Un examen des données de l'enquête FIES sur les revenus et les dépenses des ménages de la

région-capitale permet de mieux appréhender la structuration sociale de cet espace (voir figure 2). À la distribution des niveaux de revenu par personne et par an (en pesos philippins), j'ai superposé ici la définition de la « classe moyenne » utilisée par la Banque Asiatique de Développement (BAD) et souvent reprise dans la littérature. Cette définition est large : appartient à la « classe moyenne » tout individu qui gagne entre 2 et 20 \$ (américain) par jour.



**FIGURE 2** – La structuration sociale du Grand Manille : distribution du revenu par personne et par an (en pesos philippins). En rouge, la définition des classes moyennes selon la BAD (2 à 20 USD/personne/jour).

Source : données tirées de l'enquête FIES de 2012.

Considérer les classes moyennes à Manille comme une puissante force sociale apparaît dès lors comme un pari audacieux dans le cas de la région-capitale philippine. En premier lieu, les situations sociales comprises dans cette définition sont très hétérogènes. En second lieu, la grande majorité des individus est dans une situation de grande précarité, avec un revenu journalier par tête inférieur à 6 dollars. En d'autres termes, si cette population n'est pas « pauvre », elle est loin de l'opulence. Il semble de fait qu'il y a un double emploi de la notion de « classes moyennes ». Les organisations internationales et organismes qui produisent la statistique font grossir cette catégorie en incluant des populations très proches de la pauvreté (la *lower middle class* de la BAD qui gagne 2 à 4 dollars par jour et par personne), tandis que les publicitaires et les cabinets de conseil mettent en scène, pour illustrer

ce phénomène de sortie de la pauvreté, des ménages qui jouissent d’une véritable aisance financière. Or la véritable aisance financière est très minoritaire. Tout se passe comme si les médias, consultants et hommes d’affaires utilisaient la même expression que les agences de développement et bailleurs de fonds, mais en adoptant deux définitions qui ne se recourent pas.

Ce décalage entre le discours des acteurs économiques et la réalité sociale est par ailleurs confirmé par l’enquête qualitative auprès des ménages, qui permet de comprendre de manière plus fine les effets des changements macroéconomiques que connaît le Grand Manille. Prenons l’exemple des salariés du secteur du BPO. Si ces derniers ont bel et bien des salaires plus importants que le reste de la population, l’enquête montre que les bénéfices tirés d’une telle augmentation de salaire sont en général partagés par l’ensemble des membres de la famille étendue. Ainsi, je n’ai pas pu observer de couples avec un ou deux enfants qui connaissent une ascension sociale rapide suite à l’obtention par l’un des parents d’un poste dans un centre d’appels par exemple (l’une des principales activités des entreprises de BPO), mais plutôt des foyers dans lesquels cohabitent plusieurs générations pour lesquels le quotidien s’améliore (un peu) lorsque l’un des membres obtient un tel emploi. Même constat au niveau de l’immobilier résidentiel haut-de-gamme, qui ne répond pas tant aux besoins (et aux capacités de paiement) des ménages en situations d’ascension sociale qu’à celui d’investisseurs internationaux qui en font un produit de spéculation.

## Tensions et dés-ajustements

À partir de ce constat d’un décalage entre les discours sur les classes moyennes philippines et la réalité sociale de la région-capitale, la thèse propose d’interroger les imaginaires du service électrique déployés par les usagers et les professionnel-le-s de ce secteur. Il s’agit de voir ce que pourrait être une forme de « modernité électrique » dans le Grand Manille, et quels effets cette « modernité » produit sur la société urbaine et son réseau. Trois dimensions ont ainsi été identifiées : l’infrastructure en tant que composante visible de l’espace urbain, le service électrique en tant que support d’un changement de modes de vie et de formes de consommation, et enfin le réseau en tant que forme de desserte qui peut éventuellement être remise en question.

## Modernité électrique et espaces urbains

Les entretiens avec l’opérateur électrique, les promoteurs immobiliers, mais également les associations d’usagers du service électrique permettent de tracer les contours d’une norme vers laquelle le tissu urbain « moderne » se devrait de tendre : la norme d’une ville « propre », « régulée », ou même « globale ». La thèse propose de nommer « paquebots urbains » la

traduction concrète de ces représentations, à la suite notamment de Dominique Lorrain<sup>2</sup>. Ces espaces sont en effet « contenus » en ce qu'ils abritent une pluralité de fonctions (résidentielle, commerciale, immeubles de bureaux) censées s'alimenter mutuellement. De tels espaces se distinguent du reste du tissu urbain par leur intensité capitaliste très forte, mais également par leur caractère planifié, et par le fait qu'ils sont développés « en bloc » par un seul et même promoteur. Au niveau de l'infrastructure électrique, cela passe par une « invisibilisation » du réseau : il s'agit de dissimuler le réseau – en l'enterrant par exemple –, ce qui contraste avec le reste de la ville, dans laquelle les câbles électriques forment bien souvent d'épais lacis qui pendent au-dessus des artères urbaines (voir figure 3).

Partant, il s'agit d'expliquer ces différences. Celles-ci ne sont pas tant à chercher dans la réforme de libéralisation du secteur<sup>3</sup> que dans l'économie politique de la production urbaine. En observant comment l'opérateur travaille pour mener à bien une tâche très concrète – poser et entretenir son réseau –, la thèse permet de mettre au jour une relation différenciée avec les multiples acteurs de la fabrique de la ville, qui participe de modes distincts de la production du cadre bâti. Plus particulièrement, l'analyse met en évidence le poids des promoteurs immobiliers, qui entretiennent une relation directe avec l'opérateur électrique et court-circuitent ainsi la puissance publique dans le processus de planification urbaine et de raccordement aux réseaux de leurs projets. C'est cette relation qui permet largement d'expliquer les disparités de l'apparence du réseau électrique à l'intérieur de la région-capitale philippine. Si l'on observe des variations dans la qualité du service de l'opérateur, ce n'est pas tant la réforme de libéralisation du secteur électrique qui en est responsable que les caractéristiques singulières de l'économie politique de la production urbaine dans le Grand Manille.

## Modernité électrique et modes de vie

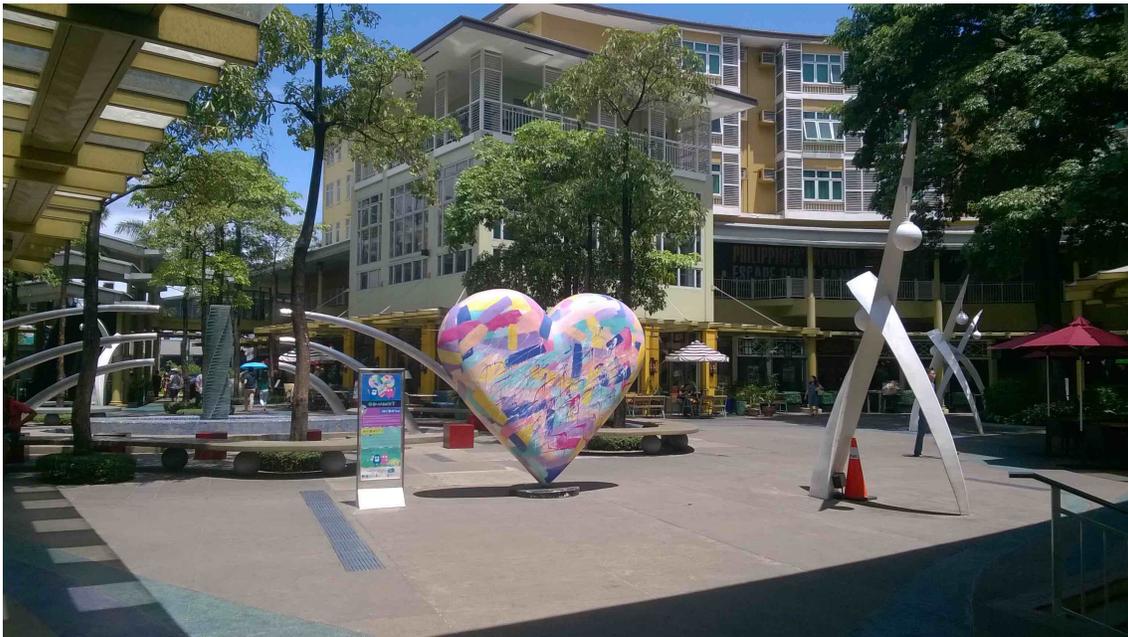
Le second décalage entre imaginaires de la modernité et situation réelle observée se rapporte aux modes de vie. L'enquête qualitative auprès de ménages appartenant aux classes moyennes a en effet permis de mettre au jour une importante frustration chez cette population. Au sein de ces ménages désormais en situation de consommer plus, fût-ce de manière limitée, on peut en effet constater un désir important d'améliorer son confort et de faire évoluer ses pratiques – avec d'importantes conséquences sur la consommation électrique par habitant, puisque nombre des nouvelles pratiques adoptées sont énergivores. Cela passe par exemple par la diffusion, à une vitesse soutenue, de la climatisation, dans les bureaux et désormais dans les foyers. Or, le budget de ces familles restant en proie à de fortes contraintes, le prix de l'électricité – particulièrement élevé aux Philippines, par rapport aux pays voisins

2. Lorrain, D. (2004). « Hitachi : un industriel urbain 'total' ». In : *Flux* 1, p. 60–72.

3. Une telle piste explicative est avancée dans le cadre théorique de la « fragmentation par les réseaux » : voir Graham, S. et Marvin S. (2001). *Splintering Urbanism : Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition*. Routledge.



(a) La ville ordinaire : lacs de câbles électriques dans un espace résidentiel de Marikina



(b) La ville propre : l'infrastructure, enterrée, cède la place aux sculptures et à la végétation à BGC

**FIGURE 3** – La visibilité variable du réseau électrique dans l'espace métropolitain.  
Source : Mouton (automne 2015).

– constitue une barrière souvent infranchissable. Ainsi, les discussions avec des agents des classes moyennes révèlent que bien souvent, ceux-ci sont en mesure de s’acheter un climatiseur, mais qu’ils se retrouvent souvent dans des situations financières délicates à la réception de la facture électrique mensuelle. Se développent ainsi des stratégies très fines d’utilisation des appareils électriques (climatiseur, mais également téléviseur et même réfrigérateur).

Partant, la thèse formulait l’hypothèse de l’émergence de formes de contestation, et l’expression de revendications en lien avec le secteur électrique. Cette hypothèse est cependant largement invalidée. Il existe des organisations qui militent pour des changements dans le secteur électrique, mais elles ne sont pas des organisations de masse. Elles concernent une petite minorité de militants d’extrême gauche et de consommateurs particulièrement éclairés sur le fonctionnement de l’industrie électrique. Par contre, plus que la figure du militant, c’est la figure du consommateur averti qui transparait dans ce travail. En effet, les ménages interrogés sont loin de se montrer passifs face à leur facture : ils en comprennent les mécanismes, identifient les postes de consommation les plus importants, et adoptent des stratégies fines pour maximiser l’usage de leurs appareils électriques tout en minimisant l’impact sur leur facture.

### **Modernité électrique et réseau**

Enfin, la thèse interroge les formes d’évolution possibles du service électrique, et notamment les conditions de dépassement du modèle du grand réseau centralisé au profit du déploiement d’unités décentralisées de production d’électricité (sous la forme de panneaux photovoltaïques notamment). Les ménages des classes moyennes peuvent en effet souhaiter limiter leur dépendance au réseau en diversifiant leur approvisionnement, pour deux raisons principales : réduire leur exposition aux augmentations fréquentes du prix du kWh et disposer d’une source d’approvisionnement alternative en cas de coupure à l’échelle de la ville (délestage).

Cette recherche permet cependant de montrer que si un développement des énergies renouvelables est bel et bien observable aux Philippines, il est poussé par des politiques énergétiques qui favorisent la mise en place d’unités de productions importantes (« fermes solaires » par exemple) au détriment de la production à l’échelle du ménage, que la réglementation en place décourage. En l’absence de mécanismes de soutien, investir dans des panneaux solaires est hors de portée pour les ménages des classes moyennes.